



Commune de Junglinster

Plan d'aménagement général

(PAG)

Partie écrite

MAI 2017

VERSION POUR L'ACCORD DU CONSEIL COMMUNAL

**Auftraggeber**

ADMINISTRATION COMMUNALE DE JUNGLINSTER

12, rue de Bourglinster
L-6101 JunglinsterTel. 78 72 72 -1 | Fax 78 83 19
www.junglinster.lu**Auftragnehmer**

DEWEY MULLER Partnerschaft mbB Architekten Stadtplaner

15b, bd. Grande-Duchesse Charlotte
L-1331 LuxembourgTel. 26 38 58-1 | Fax 26 38 58-50
info@deweymuller.com | www.deweymuller.com**DEWEY MULLER**
architekten stadtplaner architectes urbanistes

zilmpla n s.à r.l.

5, rue de Godbrange
L-6118 JunglinsterTel. 26 25 95 15
info@zilmpla n.lu | www.zilmpla n.lu**zilmpla n s.à r.l.**
Urbanisme & Aménagement du Territoire**Projektnummer** 20140530_ZP_ZILM, 1203_DM

Betreuung	Name	Datum
Erstellt von	Christine Jacobs, Dipl.-Ing. Raum- und Umweltplanung	20/04/2017
Geprüft von	Henning Nieboer, Dipl.-Geograph	24/04/2017

Modifikationen

Index	Beschreibung	Datum
-------	--------------	-------

Z:\Junglinster\02_PAG_2011\20140530-ZP_JUNG_PAG\C_Documents\02_partie écrite\PAG_Partie écrite_mod pour Accord.docx



TABLE DES MATIERES

TITRE I	DISPOSITIONS GENERALES	5
Art. 1	Contenu du plan d'aménagement général	5
TITRE II	ZONAGE	6
Chapitre I	Les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées	6
Art. 2	Zones d'habitation.....	6
Art. 3	Zones d'habitation 1 [HAB-1]	6
Art. 4	Zones d'habitation 2 [HAB-2]	6
Art. 5	Zones mixtes villageoise [MIX-v]	6
Art. 6	Zones mixtes rurale [MIX-r]	7
Art. 7	Zones de bâtiments et d'équipements publics [BEP]	7
Art. 8	Zones d'activités économiques communales type 1 [ECO-c1]	7
Art. 9	Zones d'activités économiques communales type 2 [ECO-c2]	8
Art. 14	Zones commerciales [COM]	8
Art. 15	Zones de sports et de loisirs [REC]	8
Art. 16	Zones de jardins familiaux [JAR]	8
Chapitre II	Le degré d'utilisation des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées	9
Art. 17	Prescriptions générales	9
Art. 18	Emplacements de stationnement pour voitures	9
Art. 19	Stationnement pour vélos	10
Chapitre III	La zone verte	11
Art. 20	Zone verte	11
Chapitre IV	Les zones superposées	11
Art. 21	Zones d'aménagement différé.....	11
Art. 22	Zones de servitude «urbanisation»	12
Art. 23	Les servitudes «couloirs et espaces réservés».....	14
Art. 24	Secteurs et éléments protégés d'intérêt communal	14
Art. 25	Zones de risques naturels prévisibles	17
Art. 26	Zones de bruit	17
Art. 27	Les zones délimitant les fonds soumis à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier «nouveau quartier»	18
Chapitre V	Zones ou espaces définis en exécution de dispositions légales et réglementaires spécifiques	18
Art. 28	Dispositions générales.....	18



TITRE III	DISPOSITIONS TRANSITOIRES	19
Art. 29	Plans d'aménagement particuliers en vigueur	19
ANNEXE I:	TERMINOLOGIE DU DEGRE D'UTILISATION DU SOL	21
ANNEXE II:	LISTE DES IMMEUBLES ET ÉLÉMENTS PROTÉGÉS D'INTÉRÊT COMMUNAL	23



Titre I Dispositions Générales

Art. 1 Contenu du plan d'aménagement général

Le plan d'aménagement général de la commune de Junglinster se compose d'une partie écrite et d'une partie graphique.

La partie graphique comprend les documents suivants:

- un plan d'ensemble à l'échelle 1 : 10.000 sur base du fond de plan cadastral numérisé PCN, complété par des éléments de la carte topographique BD-L-TC. Le plan dressé au 1 : 10.000 comporte la délimitation des plans dressés au 1:2.500.
 - Plan d'ensemble N° G-JUN-00
- 14 plans de localité à l'échelle 1 : 2.500 sur base du fond de plan cadastral numérisé PCN
 - Localité d'Altlinster N° G-JUN-01
 - Localité de Beidweiler N° G-JUN-02
 - Lieu-dit de Beelenhaff (terrain de golf) N° G-JUN-03
 - Localité de Blumenthal N° G-JUN-04
 - Localité de Bourglinster N° G-JUN-05
 - Localité d'Eisenborn N° G-JUN-06
 - Localité d'Eschweiler N° G-JUN-07
 - Localité de Godbrange N° G-JUN-08
 - Localité de Gonderange N° G-JUN-09
 - Localité de Graulinger N° G-JUN-10
 - Localité d'Imbringen N° G-JUN-11
 - Localité de Junglinster Partie Nord N° G-JUN-12.1
 - Localité de Junglinster Partie Sud N° G-JUN-12.2
 - Localité de Rodenbourg N° G-JUN-13

Titre II Zonage

Chapitre I Les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées

Art. 2 Zones d'habitation

Les zones d'habitation englobent les terrains réservés à titre principal aux habitations. Y sont également admis des activités de commerce, des activités artisanales et de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des activités culturelles, des activités de culte, ainsi que des équipements de service public.

De manière générale, y sont interdits les constructions et les établissements qui par leur nature et leur importance seraient incompatibles avec la sécurité, la salubrité, la commodité et la tranquillité d'un quartier d'habitation.

Les zones d'habitation sont subdivisées en fonction du type d'habitation en:

1. zones d'habitation 1 [HAB-1];
2. zones d'habitation 2 [HAB-2].

Art. 3 Zones d'habitation 1 [HAB-1]

La zone d'habitation 1 est principalement destinée aux logements de type maison unifamiliale.

Pour tout plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» exécutant une zone d'habitation 1, au moins la moitié des logements est de type maison unifamiliale. La surface construite brute à dédier à des fins de logement est de 90% au minimum.

Pour tout plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» exécutant la zone d'habitation 1 – Kréimerech - la surface construite brute à dédier à des fins de logement est de 95% au minimum.

Art. 4 Zones d'habitation 2 [HAB-2]

La zone d'habitation 2 est principalement destinée aux logements de type collectif.

Pour tout plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» exécutant une zone d'habitation 2, au moins la moitié des logements est de type collectif. La surface construite brute à dédier à des fins de logement est de 80% au minimum.

La zone d'habitation 2 - Parc Flammant - est exclusivement destinée aux constructions à des fins d'habitation.

Pour tout plan d'aménagement particulier exécutant la zone d'habitation 2 – Jong Mëtt -, la part minimale à réserver pour des logements dans des maisons unifamiliales est de 15 %.

Pour tout plan d'aménagement particulier exécutant la zone d'habitation 2 – Enneschte Léi - la surface construite brute à dédier à des fins de logement est de 95% au minimum.

Art. 5 Zones mixtes villageoise [MIX-v]

La zone mixte villageoise couvre les localités ou parties de localités à caractère rural. Elle est destinée à accueillir des habitations, des exploitations agricoles, des centres équestres,



des activités artisanales, des activités de commerce dont la surface de vente est limitée à 2.000 m² par immeuble bâti dans la localité de Junglinster et à 400 m² par immeuble bâti dans les autres localités, des activités de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des hôtels, des restaurants et des débits à boissons, des équipements de service public, des établissements de petite et moyenne envergure, ainsi que des activités de récréation.

Pour tout plan d'aménagement particulier «nouveau quartier», la part minimale de la surface construite brute à réserver à l'habitation ne pourra être inférieure à 50%.

Pour tout plan d'aménagement particulier exécutant la zone mixte villageoise – Jong Mëtt, la part minimale de la surface construite brute à réserver à l'habitation ne pourra être inférieure à 40%.

Art. 6 Zones mixtes rurale [MIX-r]

La zone mixte rurale couvre les localités ou parties de localités à caractère rural. Elle est destinée aux exploitations agricoles, jardinières, maraîchères, viticoles, piscicoles, apicoles ainsi qu'aux centres équestres.

Y sont également admises des maisons unifamiliales, des activités de commerce, des activités artisanales, des activités de loisirs et culturelles qui sont en relation directe avec la destination principale de la zone.

Art. 7 Zones de bâtiments et d'équipements publics [BEP]

Les zones de bâtiments et d'équipements publics sont réservées aux constructions et aménagements d'utilité publique et sont destinées à satisfaire des besoins collectifs.

Seuls des logements de service ainsi que les logements situés dans les structures médicales ou paramédicales, les maisons de retraite, les internats, les logements pour étudiants, les logements locatifs sociaux et les logements destinés à l'accueil de demandeurs de protection internationale y sont admis.

Les zones de bâtiments et d'équipements publics destinées à des fins spécifiques sont complétées par une abréviation indiquant le mode d'utilisation. Dans les zones

- BEP-it, pour les infrastructures techniques,
- BEP-cim, pour les cimetières,
- BEP-adj, pour les aires de jeux,
- BEP-evp, pour les espaces verts publics,
- BEP-p, pour les parkings publics,

seul des aménagements et constructions en relation directe avec les besoins spécifiques de la zone concernée sont admissibles.

Art. 8 Zones d'activités économiques communales type 1 [ECO-c1]

Les zones d'activités économiques communales type 1 sont réservées aux activités industrielles légères, artisanales, de commerce de gros, de transport ou de logistique, ainsi qu'aux équipements collectifs techniques.

Y sont admis des activités de commerce de détail, limitées à 2.000 m² de surface construite brute par immeuble bâti, des activités de prestations de services commerciaux ou artisanaux limitées à 3.500 m² de surface construite brute par immeuble bâti, ainsi que le stockage de marchandises ou de matériaux.

Y sont admis des établissements de restauration en relation directe avec les besoins de la zone concernée.

Sont également admis des logements de service à l'usage du personnel dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction ou la surveillance d'une entreprise particulière.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », les activités de prestations de services commerciaux ou artisanaux et les commerces de détail ne peuvent pas dépasser 20% de la surface construite brute totale de la zone.

Art. 9 Zones d'activités économiques communales type 2 [ECO-c2]

Les zones d'activités économiques communales type 2 sont réservées aux établissements industriels et aux activités de production, d'assemblage et de transformation qui, de par leurs dimensions ou leur caractère, ne sont pas compatibles avec les zones d'activités économiques communales type 1.

Y sont admis des établissements de restauration en relation directe avec les besoins de la zone concernée ainsi que des activités de prestations de services commerciaux ou artisanaux liées aux activités de la zone concernée.

Y sont admis des logements de service à l'usage du personnel dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction ou la surveillance d'une entreprise particulière.

Art. 14 Zones commerciales [COM]

Les zones commerciales sont principalement destinées aux commerces de gros et de détail, ainsi qu'aux centres commerciaux et aux grandes surfaces.

Les surfaces à réserver aux activités de restauration et aux débits à boissons sont limitées à 5% de la surface de vente. La commune peut déroger au principe des 5 % si les particularités du site l'exigent.

Art. 15 Zones de sports et de loisirs [REC]

Les zones de sports et de loisirs sont destinées aux bâtiments, infrastructures et installations de sports, de loisirs et touristiques. Y sont admis des logements de service directement liés aux activités autorisées.

Les zones de sport et de loisirs « 2 » sont à aménager principalement comme espace vert. Y sont admises uniquement des constructions légères d'une emprise au sol maximale de 40 m² en relation directe avec la destination de la zone. Les constructions destinées au séjour prolongé de personnes y sont interdites.

Art. 16 Zones de jardins familiaux [JAR]

Les zones de jardins familiaux sont destinées à la culture jardinière et à la détente.



Y sont admises des aménagements ainsi que des dépendances de faible envergure en relation directe avec la destination de la zone.

Chapitre II Le degré d'utilisation des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées

Art. 17 Prescriptions générales

Pour les zones soumises à un plan d'aménagement particulier «nouveau quartier», le degré d'utilisation du sol est défini dans la partie graphique aux tableaux reprenant le degré d'utilisation du sol.

Le degré d'utilisation du sol des zones soumises à un plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» est exprimé par le coefficient d'utilisation du sol (CUS), par le coefficient d'occupation du sol (COS) et par le coefficient de scellement du sol (CSS). La densité de logements (DL) est fixée pour les zones ou partie des zones d'habitation et mixtes.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », les coefficients précités constituent des valeurs moyennes qui sont à respecter pour l'ensemble des fonds couverts par un même degré d'utilisation du sol. Ces coefficients peuvent par conséquent être dépassés pour certains lots ou parcelles.

La terminologie utilisée à l'alinéa qui précède sont reprises à l'Annexe I de la présente partie écrite.

Art. 18 Emplacements de stationnement pour voitures

Le nombre minimal et maximal d'emplacements de stationnement est défini en fonction du mode d'utilisation du sol et, le cas échéant, en fonction transport public.

Le Bourgmestre fixe le nombre d'emplacements de stationnement ou de garages privés pour véhicules motorisés qui doivent être aménagés par les propriétaires à leurs frais et sur fonds privés, en cas de construction nouvelle, de reconstruction ou de transformation augmentant la surface exploitée d'au moins 25 m², proportionnellement à l'importance et à la destination de la construction nouvelle, de la reconstruction ou de la transformation. Cette disposition est également applicable en cas de changement d'affectation ou de destination d'une construction existante. Ces emplacements doivent figurer dans le projet soumis pour autorisation.

Sont à considérer comme minimum pour les emplacements pour voitures :

- deux (2) emplacements par logement ;
- un emplacement et demi (1,5) par logement dans tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » exécutant la zone d'habitation-2 et la zone mixte villageoise « Jong Mëtt » ;
- deux (2) emplacements par tranche de 30 m² de surface d'étage pour les administrations et les commerces ;
- un (1) emplacement par tranche de 10 m² de surface destinée à la restauration pour les cafés et les restaurants ;

- un emplacement et demi (1,5) par tranche de 50 m² de surface d'étage pour les établissements artisanaux ;
- un (1) emplacement par tranche de 10 sièges pour les salles de réunions ;
- un (1) emplacement par tranche de 50 m² de surface d'étage pour les stations d'essence et les garages de réparation avec un minimum de 3 places ;
- un (1) emplacement par tranche de 3 lits pour les constructions hôtelières ;
- un (1) emplacement par tranche de 1,5 lit pour les maisons de soins ou les maisons de retraite ;
- un (1) emplacement par tranche de 30 m² de surface d'étage pour les maisons relais et les crèches.

Pour les autres affectations ou entreprises ne figurant pas dans la liste ci-dessus, le Bourgmestre fixe un nombre suffisant d'emplacements de stationnement en fonction de la destination projetée.

Les établissements commerciaux et artisanaux doivent en outre prévoir sur leur terrain un nombre suffisant d'emplacements de stationnement pour leurs véhicules utilitaires avec un minimum d'un emplacement.

Pour les constructions d'une autre destination que l'habitation, un nombre suffisant d'emplacements de stationnement pour personnes à mobilité réduite doit être mis en place, soient 4% des emplacements requis, au minimum 1 emplacement à partir de 10 emplacements requis.

Pour des raisons urbanistiques, architecturales et esthétiques, de mobilité ou de sécurité, le Bourgmestre peut exiger des emplacements supplémentaires ou réduire le nombre d'emplacements.

Sauf exception autorisée par le Bourgmestre, notamment dans le cas d'emplacements regroupés, les places de stationnement doivent être aménagées sur le même bien-fonds que la construction à laquelle elles se rapportent. Les emplacements de stationnement obligatoires réalisés pour une destination projetée précise, sont liés de manière indissociable à cette dernière. Notamment les places de stationnement obligatoires liées à un logement ne peuvent être vendues séparément.

Lorsque des emplacements de stationnement obligatoires ont été supprimés, le propriétaire est tenu de les remplacer. Les emplacements de stationnement ne peuvent être pris en compte que pour une seule et même construction.

Lorsque le propriétaire établit qu'il se trouve dans l'impossibilité d'aménager sur sa propriété et en situation appropriée, tout ou une partie des emplacements imposés en vertu des dispositions du présent article, le Bourgmestre peut l'exonérer totalement ou partiellement de cette obligation, moyennant versement d'une contribution compensatoire dont le montant et les modalités seront fixées au règlement-taxé.

Art. 19 Stationnement pour vélos

Dans le cadre de l'aménagement des aires de stationnement ayant rapport à des constructions nouvelles et à des transformations de bâtiments, publics ou privés, un nombre suffisant d'emplacements de stationnement pour vélos doit être mis en place en fonction de l'affectation prévue.



Sont à considérer comme minimum pour les utilisations suivantes:

- un (1) emplacement par tranche de 3 logements pour les maisons d'habitation de plus de 3 logements ;
- un (1) emplacement par tranche de 100 m² de surface construite brute pour les immeubles administratifs et activités des services professionnels ;
- un (1) emplacement par classe scolaire pour les écoles fondamentales et autres établissements scolaires ;
- un (1) emplacement par tranche de 100 m² de surface de vente pour les immeubles de commerce ;
- un (1) emplacement par tranche de 40 places de visiteurs pour les infrastructures culturelles et sportives avec places pour visiteurs.

Un emplacement de vélo doit correspondre à une surface d'au moins 1 m².

Chapitre III La zone verte

Art. 20 Zone verte

La zone verte comporte:

1. les zones agricoles;
2. les zones forestières;
3. les zones de parc public et de parc privé;
4. les zones de verdure.

Seules sont autorisées des constructions telles que définies à l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Chapitre IV Les zones superposées

Art. 21 Zones d'aménagement différé

Les zones d'aménagement différé constituent des zones superposées, frappées d'une interdiction temporaire de construction et d'aménagement. Seules peuvent y être autorisés des dépendances et aménagements de faible envergure ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales.

Elles constituent en principe des réserves foncières destinées à être urbanisées à moyen ou long terme.

La décision de lever le statut de la zone d'aménagement différé fait l'objet d'une procédure de modification du plan d'aménagement général.

Art. 22 Zones de servitude «urbanisation»

Les zones de servitude «urbanisation» comprennent des terrains situés dans les zones urbanisées, les zones destinées à être urbanisées ou dans les zones destinées à rester libres. Des prescriptions spécifiques sont définies pour ces zones aux fins d'assurer la sauvegarde de la qualité urbanistique, ainsi que de l'environnement naturel et du paysage d'une certaine partie du territoire communal.

(1) Servitude urbanisation type « intégration paysagère » [IP]

La zone de servitude urbanisation type « intégration paysagère » vise à garantir l'intégration des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées dans le paysage ouvert, la transition harmonieuse entre le milieu bâti et les espaces adjacents ainsi qu'à faire écran aux zones urbanisées par rapport aux espaces sensibles.

Elle a pour but la création et la sauvegarde d'îlots et de bandes de verdure. Les bandes de verdure ont en principe une largeur variable de 3 à 5 mètres. Toute construction y est interdite, excepté les aménagements pour la rétention des eaux de surface, des accès de voirie ainsi que des chemins piétonniers.

(2) Servitude urbanisation type « cours d'eau » [CE]

La zone de servitude urbanisation type « cours d'eau » vise à protéger et à renaturer les cours d'eau et leurs abords. La zone de servitude urbanisation type « cours d'eau » couvre une largeur d'environ 15 mètres de part et d'autre du cours d'eau et permet de conserver les fonctions écologiques de ce dernier. Cette largeur peut-être ponctuellement réduite, notamment dans le cas de l'aménagement d'un franchissement du cours d'eau.

L'emprise définitive des infrastructures est définie dans le cadre du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

(3) Servitude urbanisation type « coulée verte » [CV]

La zone de servitude urbanisation type «coulée verte» vise à garantir le maillage entre les espaces écologiques importantes par la protection de plantations et espaces verts existantes. Toute construction y est interdite, sauf des aménagements ayant pour but la rétention des eaux de surface, des infrastructures techniques, des accès de voiries ainsi que des chemins piétonniers.

(4) Servitude urbanisation type « protection eau potable » [EP]

La zone de servitude urbanisation type « étude eau potable » vise à garantir le respect des « zones de protection d'eau potable provisoires » délimitées servant à protéger les sources et les forages. Dans le cadre de l'élaboration du PAP "nouveau quartier" une concertation avec l'administration de la gestion de l'eau aura lieu en vue d'identifier les éventuelles mesures à prendre en ce qui concerne la protection de l'eau potable.



(5) Servitude urbanisation type « étude sol » [ES]

Dans le cadre de l'élaboration d'un PAP « nouveau quartier », une étude de sol doit être effectuée par le lotisseur en vue d'identifier les éventuelles mesures à prendre en ce qui concerne la décontamination du site.

(6) Zone de servitude urbanisation type « parking écologique » [PE]

a) Zone de servitude urbanisation – « parking écologique – voiture » (PE-v)

Les zones soumises à une servitude urbanisation type « parking écologique – voiture » sont réservées uniquement à l'aménagement d'une aire de stationnement destinée aux voitures, ainsi qu'aux infrastructures techniques propres à cette aire.

Toute autre construction y est interdite. Dans le souci d'une bonne intégration du parking dans le milieu naturel du site, l'aménagement du parking doit être conçu selon des critères écologiques. Ces critères sont, au minimum, les suivants:

- adaptation de l'aménagement à la topographie naturelle du terrain/ Limitation des terrassements ;
- réduction à un minimum des surfaces scellées par le recours à des substrats perméables/ utilisation de revêtements permettant l'installation spontanée de la végétation: comme les pavés sans le mortier, les pavés à « joints verts », le concassé, les systèmes alvéolaires intégrant la végétalisation. Les jonctions entre les différents matériaux doivent permettre des transitions fluides au niveau de la végétation et du façonnage des espaces ;
- plantations d'espèces indigènes et adaptées au milieu / Recours exclusif aux essences locales d'arbres et d'arbustes ;
- délimitation des espaces de stationnement par des éléments naturels (arbres, arbustes) ;
- recours strictement interdit aux produits phyto-sanitaires lors de l'aménagement comme de l'entretien de ces espaces.

b) Zone de servitude urbanisation type « parking écologique – autobus » (PE-ab)

Les zones soumises à une servitude urbanisation type « parking écologique - autobus » sont réservées uniquement à l'aménagement d'une aire de stationnement destinée aux autobus et voitures, ainsi qu'aux infrastructures techniques propres à cette aire.

Toute autre construction y est interdite. Dans le souci d'une bonne intégration du parking dans le milieu naturel du site, l'aménagement de ce dernier doit être conçu selon des critères écologiques. Ces critères sont, au minimum, les suivants:

- adaptation de l'aménagement à la topographie naturelle du terrain/ Limitation des terrassements ;
- plantations d'espèces indigènes et adaptées au milieu / Recours exclusif aux essences locales d'arbres et d'arbustes ;

- délimitation des espaces de stationnement par des éléments naturels (arbres et arbustes) ;
- recours strictement interdit aux produits phyto-sanitaires lors de l'aménagement comme de l'entretien de ces espaces.

(7) Zone de servitude urbanisation type « non aedificandi » [na]

La zone de servitude urbanisation type « non aedificandi » doit être gardés libres de toute construction.

Art. 23 Les servitudes «couloirs et espaces réservés»

Les servitudes «couloirs et espaces réservés» se rapportent à des fonds réservés soit aux projets d'infrastructures de circulation ou de canalisation, soit à l'écoulement et à la rétention des eaux pluviales.

Les couloirs et espaces réservés doivent être gardés libres de toute construction jusqu'à la réalisation des travaux visés au premier alinéa.

Dès que les travaux visés au premier alinéa ont été entamés de manière significative, les prescriptions fixées à l'alinéa 2 ne produisent plus d'effets.

Art. 24 Secteurs et éléments protégés d'intérêt communal

Les secteurs et éléments protégés de type « environnement construit » constituent les parties du territoire communal qui comprennent des immeubles ou parties d'immeubles dignes de protection et qui répondent à un ou plusieurs des critères suivants : authenticité de la substance bâtie, de son aménagement, rareté, exemplarité du type de bâtiment, importance architecturale, témoignage de l'immeuble pour l'histoire nationale, locale, sociale, politique, religieuse, militaire, technique ou industrielle.

Ces secteurs et éléments sont soumis à des servitudes spéciales de sauvegarde et de protection. Les secteurs protégés de type « environnement construit » sont marqués dans la partie graphique du PAG de la surimpression «C».

(1) Servitudes spéciales dans les secteurs protégés de type « environnement construit » :

Tout projet, telles les constructions nouvelles, les transformations, les rénovations et les travaux d'amélioration énergétiques de constructions existantes, doit s'intégrer par son gabarit et son langage architectural au bâti existant et adopter le caractère particulier du secteur protégé de type « environnement construit ».

Les aspects à respecter sont l'agencement traditionnel des bâtiments et des aires situés dans le secteur protégé de type «environnement construit», l'implantation, la typologie, l'intégration au site et le gabarit des constructions caractéristiques, de même que la forme et la pente de la toiture, le rythme des façades, les matériaux et les ouvertures en toiture, les saillies, la configuration de la corniche, les ouvertures en façades, ainsi que les matériaux et les teintes traditionnels et typiques. Ils sont à traduire dans une architecture contemporaine de qualité pour toute nouvelle construction.



Le plan d'aménagement particulier « quartier existant » précise les servitudes spéciales des « secteurs et éléments protégés » de type « environnement construit » à travers le biais d'une servitude de type urbanistique.

Dans le cadre de l'établissement d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » sis entièrement ou partiellement dans un « secteur protégé d'intérêt communal », le Conseil communal peut imposer la modification d'éléments de la composition urbaine et architecturale, ainsi que des plantations à réaliser afin d'assurer l'insertion du projet dans le secteur protégé de type « environnement construit ».

La démolition partielle ou totale d'un bâtiment situé dans le secteur protégé de type « environnement construit » n'est autorisée que pour autant que le propriétaire soit détenteur d'une autorisation de construire.

(2) Servitudes spéciales pour les éléments protégés de type « environnement construit »

Les éléments protégés d'intérêt communal, à savoir les « constructions à conserver », le « petit patrimoine à conserver », le « gabarit d'une construction existante à préserver » et « l'alignement d'une construction existante à préserver », sont indiqués dans la partie graphique du « PAG ».

Ils sont repris dans l'annexe n°II, énumérant le type de protection, ainsi que l'adresse et/ou le numéro de parcelle relatif à l'élément protégé.

Les « constructions à conserver » :

Les « constructions à conserver » marquent la volonté de sauvegarder certains bâtiments et leurs aménagements extérieurs immédiats du fait de leur valeur patrimoniale.

Les « constructions à conserver » ne peuvent subir aucune transformation, modification, rénovation, rénovation énergétique, agrandissement ou ajout d'élément nouveau, qui pourrait nuire à leur valeur historique, artistique ou esthétique ou à leur aspect architectural.

Tout projet en rapport avec les « constructions à conserver » formant un ensemble architectural ou une unité avec d'autres constructions à conserver ou gabarits d'une construction à préserver, tels une ferme avec dépendances, un moulin, des maisons jumelées et autres, doit se faire dans le respect de l'ensemble architectural.

La construction d'annexes et d'extensions peut être autorisée à condition qu'elles restent visibles comme ajouts ultérieurs, adoptent un langage architectural contemporain et soient en harmonie avec le bâtiment à conserver.

Le caractère typique de la « construction à conserver » doit être conservé et restauré dans les règles de l'art. Les éléments typiques et représentatifs sont à conserver dans un souci d'authenticité de la substance bâtie. Sont à considérer :

- le rythme des surfaces pleines et vides ;
- la forme et les éléments de toiture ;
- les dimensions, formes et position des ouvertures en façade ;
- les modénatures et les éléments de décoration ;

- les méthodes et les matériaux utilisés traditionnellement ;
- les revêtements et teintes traditionnels.

Les aménagements extérieurs immédiats de la « construction à conserver » sont à mettre en valeur avec les mêmes soins en ce qui concerne le revêtement des sols, les murs, les clôtures et l'aménagement des jardins d'agrément.

La démolition d'une « construction à conserver » est en principe interdite et ne peut être autorisée que pour des raisons impérieuses de sécurité, de stabilité et de salubrité dûment constatées par un homme de l'art. La reconstruction doit respecter les prescriptions relatives au « gabarit d'une construction existante à préserver ».

Le « petit patrimoine à conserver »

Le « petit patrimoine à conserver », tels les cimetières, les chapelles, les croix de chemin, les monuments commémoratifs et autres, sont à maintenir, dans la mesure du possible, à leur emplacement actuel. Les travaux de restauration et de déplacement éventuels doivent se faire selon les consignes du « Service des sites et monuments nationaux ».

Le « gabarit d'une construction existante à préserver » :

Le « gabarit d'une construction existante à préserver » marque la volonté de sauvegarder le gabarit et l'implantation de certaines constructions de par leur rôle dans la définition de l'environnement construit. Le gabarit d'une construction est défini par son volume, sa longueur, sa profondeur, ses hauteurs à la corniche et au faîte, ainsi que ses pentes et la forme de sa toiture.

Le Bourgmestre peut imposer d'incorporer tout ou partie des encadrements ou modénatures d'origine dans la façade reconstruite ou transformée. De même il peut imposer la sauvegarde de la façade principale entière.

En cas de reconstruction ou de transformation, des dérogations sont possibles:

- de maximum 50 cm en ce qui concerne les hauteurs maximales, afin de respecter les vides d'étage, ce qui inclus l'assainissement énergétique, et sous réserve de respecter les hauteurs maximales à la corniche et au faîtage valables pour la zone ;
- de maximum 1,90 m en ce qui concerne l'implantation, la largeur et la profondeur, afin de permettre un recul par rapport aux limites de parcelles latérales et arrière pour des raisons de vue directe ;
- de maximum 50 cm en ce qui concerne l'implantation, la largeur ou la profondeur, afin de permettre un recul sur l'alignement de voirie pour des raisons de sécurité routière ;
- en ce qui concerne l'implantation, la largeur ou la profondeur, afin de respecter les alignements obligatoires pour constructions destinées au séjour prolongé prescrits par le plan d'aménagement particulier « quartier existant ».

Les saillies, les décrochements et les retraits au niveau d'un « gabarit d'une construction existante à préserver » sont interdits sur les façades visibles du domaine public.



La construction d'annexes et d'extensions peut être autorisée à condition qu'elles restent visibles comme ajouts tardifs, adoptent un langage architectural contemporaine et sont en harmonie avec le gabarit existant à préserver.

L' « alignement d'une construction existante à préserver » :

Les « alignements des constructions existante à préserver » sont indiqués au niveau de la partie graphique du plan d'aménagement général par un alignement obligatoire.

On entend par alignement obligatoire la limite séparative obligatoire soit entre une construction et une surface non aedificandi, soit entre volumes construits dont les prescriptions dimensionnelles diffèrent. La façade en question devra respecter l'alignement obligatoire sur au moins deux tiers de la surface. Les loggias ne sont pas à considérer pour l'alignement obligatoire. En cas d'assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire, de même que le nouveau parachèvement extérieur pourront, le cas échéant, déroger aux limites de surfaces constructibles.

Le Bourgmestre peut exiger que l'alignement obligatoire et la limite de surface constructible pour constructions destinées au séjour prolongé soient respectés sur la totalité de la surface de la façade sur rue et prohiber les saillies et les retraits par rapport à l'alignement obligatoire.

Les travaux de rénovation énergétique au niveau des constructions existantes, classées en tant que « construction à conserver » ou « gabarit d'une construction existante à préserver », doivent se faire dans le respect des propriétés thermiques et du caractère et de la valeur patrimoniale de l'immeuble ou de la partie de l'immeuble en question.

Art. 25 Zones de risques naturels prévisibles

Au-delà des zones définies à l'article en exécution des dispositions légales et réglementaires spécifiques, les zones de risques naturels prévisibles comprennent des fonds qui sont susceptibles d'être inondés en cas de crue.

Les zones inondables sont marquées de la surimpression «I».

Art. 26 Zones de bruit

Les zones de bruit comprennent toutes les parties du territoire communal affectées par des nuisances phoniques importantes résultant du trafic routier.

Les règles applicables sont définies au « règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites » de la commune de Junglinster.

Dans le cas de l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier, celui-ci doit prévoir les mesures à prévoir pour la protection contre le bruit ainsi que les surfaces nécessaires à leur réalisation.

Art. 27 Les zones délimitant les fonds soumis à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier «nouveau quartier»

Le développement urbain dans ces zones est orienté par le schéma directeur. Ces zones font l'objet d'un ou de plusieurs plans d'aménagement particulier «nouveaux quartiers».

Chapitre V Zones ou espaces définis en exécution de dispositions légales et réglementaires spécifiques**Art. 28 Dispositions générales**

Les dispositions légales et réglementaires découlant de la législation concernant l'aménagement général du territoire, la protection de la nature et des ressources naturelles, la protection des sites et monuments nationaux, les réseaux d'infrastructures de transport national et la gestion de l'eau sont repris dans la partie graphique et la partie écrite du plan d'aménagement général.

Une autorisation individuelle de l'administration étatique compétente est nécessaire notamment selon

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,
- la loi modifiée du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire,
- la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux,
- la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,
- la loi du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie.



Titre III Dispositions transitoires

Art. 29 Plans d'aménagement particuliers en vigueur

Les plans d'aménagement particuliers (PAP) mentionnés ci-dessous et marqués à titre indicatif dans la partie graphique conservent leur validité. La mise en valeur des terrains concernés se fait selon les dispositions du PAP en vigueur correspondant.

Sont visés par la présente disposition les PAP suivants:

<i>Localité</i>	<i>lieu-dit</i>	N° approbation ministérielle
Altlinster	« Rue de Larochette »	17272 / 27c
Altlinster	« Rue de Godbrange »	17775 / 27c
Beidweiler	« Rue Hiehl »	17280 / 27c
Beidweiler	« Um Wangert »	17071 / 27c
Bourglinster	« An der Welbertskiel »	17467 / 27c
Eisenborn	« Route de Luxembourg »	17466 / 27c
Eisenborn	« Deckheck »	16696 / 27c
Gonderange	« Cité Meeschbësch »	11673 / 27c
Imbringen	« An den Huergarden »	17197 / 27c
Junglinster	« Jong Mëtt » PAP1	17070 / 27c
Junglinster	« Jong Mëtt » PAP2	17176 / 27c
Junglinster	« In den Aessen »	14536 / 27c
Junglinster	« Parc Flammant »	17276 / 27c
Junglinster	« Um Railand » (PAP + Modification PAP)	16278 / 27c
Junglinster	« Am kaulege Feld »	15273 / 27c
Rodenbourg	« Junker-Wiss » Phase 1	15901 / 27c
Rodenbourg	« Op Preimert »	17249 / 27c

Tous les autres PAP en vigueur deviennent caduques avec l'entrée en vigueur du présent plan d'aménagement général.





Annexe I: Terminologie du degré d'utilisation du sol

A. Coefficient d'utilisation du sol [CUS]

On entend par coefficient d'utilisation du sol le rapport entre la somme des surfaces construites brutes de tous les niveaux et la surface totale du terrain à bâtir brut, pour autant que la hauteur d'étage moyenne ne dépasse pas 5 mètres.

Pour tous les niveaux dont la hauteur moyenne d'étage est comprise entre 5 mètres et 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 2. Pour tous les niveaux dont la hauteur d'étage moyenne dépasse 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 3.

B. Coefficient d'occupation du sol [COS]

On entend par coefficient d'occupation du sol le rapport entre la surface d'emprise au sol de la ou des constructions (au niveau du terrain naturel) et la surface du terrain à bâtir net.

C. Coefficient de scellement du sol [CSS]

On entend par coefficient de scellement du sol le rapport entre la surface de sol scellée et la surface du terrain à bâtir net.

D. Densité de logement [DL]

On entend par densité de logement le rapport entre le nombre d'unités de logement et le terrain à bâtir brut exprimé en hectares.

Les logements intégrés, au sens de l'annexe II du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » portant exécution du plan d'aménagement général d'une commune ne sont pas pris en compte.

E. Terrain à bâtir brut

On entend par terrain à bâtir brut tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée, non encore ou partiellement viabilisés.

F. Terrain à bâtir net

On entend par terrain à bâtir net tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée déduction faite de toutes les surfaces privées et publiques nécessaires à sa viabilisation.

G. Surface construite brute

On entend par surface construite brute la surface hors œuvre obtenue d'un bâtiment et des dépendances en additionnant la surface de tous les niveaux. Seules les surfaces non aménageables en sous-sol ou partiellement en sous-sol et sous combles ne sont pas prises en compte.

Les surfaces non closes, notamment les loggias, les balcons et les car-ports, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface construite brute.

H. Surface non aménageable

Pour établir si une surface est non aménageable, il convient d'appliquer les critères suivants :

a. hauteur des locaux :

Les surfaces, dont la hauteur sous plafond est inférieure à 1,80 mètres, sont considérées comme surfaces non aménageables.

b. affectation des locaux :

Les locaux techniques qui sont exclusivement affectés au fonctionnement technique de l'immeuble sont à considérer comme surfaces non aménageables. Sont également à considérer

comme surfaces non aménageables, les espaces de circulation, dont les garages, les cages d'escalier et les cages d'ascenseur, les dépôts ainsi que les caves individuelles des constructions collectives ne comportant pas d'ouverture sur l'extérieur. Par contre, est considéré comme aménageable tout local où peut s'exercer une activité quelconque, telle que les buanderies, ateliers, vestiaires, cantines, réserves commerciales, restaurants, salles de réunion, salles de cinéma et salles d'ordinateurs.

c. Solidité et géométrie des locaux :

Sont à considérer comme non aménageables les locaux dont les planchers ne peuvent supporter des charges supérieures à 1,5 kN/m² ou en raison de l'encombrement de la charpente ou d'autres installations.

Ces critères ne sont pas cumulatifs.

I. Surface hors œuvre

Est à considérer comme surface hors œuvre, la surface de plancher mesurée au nu extérieur des murs de pourtour, l'isolation thermique et le parachèvement compris. Sont à exclure du calcul les constructions ne formant pas de plancher, dont les pylônes, canalisations, ouvrages de stockage tels que les citernes et les silos ainsi que les auvents. Sont également à exclure, les modénatures telles que les acrotères, bandeaux, corniches ou marquises ainsi que les rampes et les escaliers extérieurs.

En cas d'assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire de même que le nouveau parachèvement extérieur ne seront pas pris en compte.

J. Surface d'emprise au sol

On entend par surface d'emprise au sol la surface hors œuvre mesurée sur le plan du ou des parties de niveaux en contact direct avec le terrain naturel.

Ne sont pas pris en compte pour le calcul de la surface d'emprise au sol les aménagements extérieurs en dur, notamment les rampes de garage, les chemins d'accès, les surfaces non closes au rez-de-chaussée, les terrasses non couvertes, les surfaces non closes aux étages, tels que les loggias, les balcons, les perrons et les seuils.

K. Surface scellée

Est considérée comme surface scellée toute surface dont l'aménagement ne permet pas l'infiltration des eaux pluviales ainsi que toute surface surplombée par une construction.

Concernant les surfaces scellées par des constructions souterraines et couvertes de terre végétale, la surface de sol scellée à prendre en compte est réduite par tranche de 15 pour cent pour 15cm d'épaisseur de couverture de terre végétale, jusqu'à concurrence de 75 pour cent.

Concernant les toitures végétales, la surface scellée à prendre en compte est réduite de 50 pour cent.

L. Surface de vente

Il s'agit de la surface de vente au sens de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.



Annexe II: LISTE DES IMMEUBLES et ÉLÉMENTS PROTÉGÉS D'INTÉRÊT COMMUNAL

**Etat de protection (EP):*

C = construction à conserver

G = gabarit d'une construction existante à préserver

PP = petit patrimoine à conserver

localité / partie du bâtiment	n°	rue	numéro cadastral	EP*
Altlinster				
	1	Rue de Junglinster	341/1078	C
	2	Rue de Junglinster	332/713	G
Corps de logis	6	Rue de Junglinster	352/986	C
Grange	6	Rue de Junglinster	352/986	G
Corps de logis	3	rue de Luxembourg	322/1115	C
Grange	3	rue de Luxembourg	321/194	G
	5	rue de Luxembourg	324/1046, 324/1047, 324/1048, 324/1049	C
	1	rue des Près	310/1075	C
Corps de logis	3	rue des Près	309/1103	C
Corps de logis	4	rue des Près	338/834	C
Grange	4	rue des Près	338/834	G
Corps de logis	5	rue des Près	306/794	C
Grange	5	rue des Près	306/794	G
Corps de logis	7	rue des Près	305/1165	G
Corps de logis	9	rue des Près	305/866	C
Grange	9	rue des Près	305/866	G
	1	rue de Larochette	312/1200	C
Bélenhaff				
		Grande Ferme	33/2630	C
Beidweiler				
Chapelle		Bei der Kapell	646	C
Chapelle		auf dem Rehm	418/82	C
Corps de logis	1	rue d'Eschweiler	482/1670	C
Granges	1	rue d'Eschweiler	482/1670	C
	3	rue d'Eschweiler	477/1639	C
Grange		rue d'Eschweiler	489/312	C
Corps de logis	4	rue d'Eschweiler	493/1567	C



Granges	4	rue d'Eschweiler	493/1567	G
	7	rue d'Eschweiler	468/664	C
	10	rue d'Eschweiler	465/1514	C
Chapelle		rue d'Eschweiler	464/247	C
	11	rue d'Eschweiler	422/592	C
Corps de logis	14	rue d'Eschweiler	435/1485	C
Grange	14	rue d'Eschweiler	435/1485	G
	15	rue d'Eschweiler	434/1320	C
Ecole		rue de l'Ecole	498/1397	C
Ferme	3	rue de l'Ecole	459/0	C
Grange	3	rue de l'Ecole	459/0	G
Corps de logis	13	rue de l'Ecole	525/675	C
Partie nord	13	rue de l'Ecole	525/675	G
	19	rue de l'Ecole	522/1438	C
Corps de logis	20	rue de l'Ecole	500/1557, 500/1558	C
Eglise		rue de l'Eglise	450/1719	C
	2	Rue de Grevenmacher	514/1561	G
	9	Rue Neuve	573/582	G
	11	Rue Neuve	573/1492	G
	21	Rue Neuve	573/1585	G
	23	Rue Neuve	572/1582, 572/1579	C
	2	Um Wangert	513/1373, 513/1	G
	6	Um Wangert	513/1481	G
	8	Um Wangert	513/1479	G
	14	Um Wangert	513/1671	C
	16	Um Wangert	513/151, 513/152, 512/150	C
M. aux Morts		Rue Neuve	461/1431	PP
Monument		rue d'Eschweiler	422/592	PP
Bourglinster				
	1	Place du Village	206/2615	C
Corps de logis	2	Place du Village	208/2282	C
Atelier	2	Place du Village	208/2282	G
	3	Place du Village	205/1113	C
	5	Place du Village	205/2862	C
		Place du Village	205/749	C
Corps de logis	7	Place du Village	204/1057	G
	4	Place du Village	237/2863, 237/2864, 239/1115	C
	6	Place du Village	240/2865	C



Corps de logis	8	Place du Village	241/1372	C
Grange	8	Place du Village	241/1060	G
Corps de logis	10	Place du Village	243/1085	C
Grange	10	Place du Village	244/1086	G
Corps de logis	12	Place du Village	202/0	C
Grange	12	Place du Village	202/0	G
Corps de logis	14	Place du Village	201/2247	G
	16	Place du Village	162/2588	G
	18	Place du Village	161/2589	C
	18A	Place du Village	161/2591	C
Corps de logis	20	Place du Village	126/2471	C
Grange	20	Place du Village	126/2471	G
	1	Rue de Gonderange	166/1369, 166/1368	C
	3	Rue de Gonderange	167/503	C
	5	Rue de Gonderange	168/2527	C
Grange	5 à 7	Rue de Gonderange	170/2738	C
	7	Rue de Gonderange	170/2739	G
	9	Rue de Gonderange	171/2529	C
	9A	Rue de Gonderange	173/1276	C
Corps de logis	11	Rue de Gonderange	174/2530	C
	13	Rue de Gonderange	174/2531, 60/2532	G
	4	Rue de Gonderange	196/2587	C
	6	Rue de Gonderange	196/2544	C
	8	Rue de Gonderange	197/2543	G
	10	Rue de Gonderange	194/2542	C
	16	Rue de Gonderange	189/2540	G
	18	Rue de Gonderange	187/2539	G
	20	Rue de Gonderange	185/2538	G
	22	Rue de Gonderange	183/2537	G
	24	Rue de Gonderange	182/2592	G
	26	Rue de Gonderange	178/2535	C
	28	Rue de Gonderange	178/2534	C
	3	Rue de la Forge	248/1117	G
Corps de logis	5	Rue de la Forge	249/778	C
Grange	5	Rue de la Forge	249/778, 251/1324, 250	G
Corps de logis	7	Rue de la Forge	252/213	C
Atelier	7	Rue de la Forge	252/213	G
	2	Rue de l'Ecole	294/2265	C



	4	Rue de l'Ecole	298/2916	C
	2	Rue de l'Eglise	159/0	C
	3	Rue de l'Eglise	151/2684	C
	5	Rue de l'Eglise	150/2821	G
	8	Rue de l'Eglise	148/2153	G
Corps de logis	10	Rue de l'Eglise	145/1621	G
Grange	10	Rue de l'Eglise	145/1621	G
Corps de logis	12	Rue de l'Eglise	145/1620	G
Grange	12	Rue de l'Eglise	145/1620	G
Eglise		Rue de l'Eglise	160/2924, 160/2923	C
	1	Rue d'Imbringen	235/2870	C
	3	Rue d'Imbringen	214/2637	G
	3A	Rue d'Imbringen	234/2638	G
	5	Rue d'Imbringen	213/2694	C
	7	Rue d'Imbringen	266/982	G
	11	Rue d'Imbringen	273/2618	C
Cave		Rue du Château	261/2109	C
Cave		Rue du Château	264/2110	C
Cave		Rue du Château	264/2111	C
Dépendance		Rue du Château	261/2106	G
	1	Rue du Château	217/0	G
	2	Rue du Château	261/2051, 261/1666	C
	3	Rue du Château	218/494	G
	5	Rue du Château	220/0	C
	7	Rue du Château	221/951	C
	9	Rue du Château	222/777	G
Dépendances		Rue du Château	256/2704	G
	1	Rue du Cimetière	128/1617, 128/2449	C
	3	Rue du Cimetière	128/1961	C
	4	Rue du Cimetière	151/2841	C
	5	Rue du Cimetière	129/1996	C
	7	Rue du Cimetière	130/284	C
	10	Rue du Cimetière	135/2125	C
	11	Rue du Cimetière	132/2191	C
	12	Rue du Cimetière	138/2126	C
	1	Rue Hiehl	73/2262	C
Corps de logis	2	Rue Hiehl	66/2571	C
Grange	2	Rue Hiehl	66/2571	G



Corps de logis	3	Rue Hiehl	72/2149	C
Grange	3	Rue Hiehl	72/2149	G
	2	Rue Neuve	125/2271	G
	5	Rue Neuve	101/2413	C
	7	Rue Neuve	103/2414	C
	8	Rue Neuve	118/2384	C
	9	Rue Neuve	79/2728	C
	10	Rue Neuve	117/2383	G
	12	Rue Neuve	114/2143	G
	14	Rue Neuve	113/2758	G
	14A	Rue Neuve	113/2758	G
	16	Rue Neuve	112/2890	G
	18	Rue Neuve	111/2888	G
	20	Rue Neuve	110/1971	G
	22	Rue Neuve	107/1976	C
Corps de logis	24	Rue Neuve	104/2141	C
Grange	24	Rue Neuve	104/2140	C
Croix de chemin		Place du Village	206/2615	PP
Plaquette		Place du Village	243/1085	PP
Croix de chemin		Place du Village	162/2588	PP
Monument		Place du Village	161/2504	PP
Croix de chemin		Rue d'Imbringen	213/2694	PP
Eisenborn				
Corps de logis	15	route de Luxembourg	119/282	C
Grange	15	route de Luxembourg	119/282	G
Corps de logis	25	route de Luxembourg	84/70 et 78/69	C
Grange	25	route de Luxembourg	84/70	G
Corps de logis	28	Route de Luxembourg	85/332	C
Grange	28	Route de Luxembourg	85/332	G
	30	Route de Luxembourg	86/334	G
	36	Route de Luxembourg	22/327	C
	38	Route de Luxembourg	22/207	C
Grange		route de Luxembourg	71/348	C
	2	rue de la Forêt	80/165	G
Croix de chemin		rue de la Forêt	111/235	PP
Croix de chemin		rue du Village	542/1313	PP
Eschweiler				
Grange Vereinsbau		Am Kutschwee	706/1143	C



	2	Hueswee	558/1234	C
Corps de logis	1	rue de l'Ecole	547/1459	C
Grange	1	rue de l'Ecole	547/1459	G
	5	rue de l'Ecole	550/62	C
	7	rue de l'Ecole	663/1253	G
	19	rue de l'Ecole	657/1324	C
Corps de logis	20	rue de l'Ecole	637/1436	G
Granges	20	rue de l'Ecole	637/1436	G
Corps de logis	1	rue d'Olingen	573/1515	C
Grange	1	rue d'Olingen	573/1515	C
Grange	1	rue d'Olingen	573/1515, 573/1327	G
	2	rue d'Olingen	536/575	C
Corps de logis	4	rue d'Olingen	533/1526	C
Chapelle		rue d'Olingen	533/1526	C
	6	rue d'Olingen	525/1462	C
Corps de logis	9	rue d'Olingen	581/1521	C
Granges	9	rue d'Olingen	581/1521	G
Église		rue du Village	568/1325, 517/1279	C
Chapelle		rue du Village	540/1278	C
	1	rue du Village	708/1305	C
	3	rue du Village	544/1452	C
	5	rue du Village	543/258	G
Corps de logis	6	rue du Village	541/1312	C
Granges	6	rue du Village	541/1312	G
	7	rue du Village	543/580	G
	9	rue du Village	543/228	G
	11	rue du Village	543/229, 543/7	G
Godbrange				
Corps de logis	1	op der Haerdchen	391/1476	C
Grange	1	op der Haerdchen	391/1476	G
	2	op der Haerdchen	410/1861	C
Maison de journalier	2	op der Haerdchen	410/1861	C
Granges	2	op der Haerdchen	410/1861	G
Corps de logis	3	op der Haerdchen	393/1328	G
	4	op der Haerdchen	408/1562	G
	5	op der Haerdchen	399/1005	G
	6	op der Haerdchen	406/1677	G
	2	rue de Junglinster	291/2068	C



Ferme	1	rue de Schiltzberg	368/1723	G
Corps de logis	2	rue de Schiltzberg	362/2032	C
Granges	2	rue de Schiltzberg	362/2032	G
	5	rue de Schiltzberg	363/1660	G
	15	rue de Schiltzberg	196/1636	C
	17	rue de Schiltzberg	193/1507	G
	3	rue du Cimetière	348/1524	C
	4	rue du Cimetière	262/1761	C
Corps de logis	5	rue du Cimetière	352/1525	C
Granges	5	rue du Cimetière	352/1525	G
Corps de logis	6	rue du Cimetière	259/2141	C
Grange	6	rue du Cimetière	259/2141, 259/2140	G
	8 + 10	rue du Cimetière	255/1869	G
	12	rue du Cimetière	253/1459	G
	5	rue du Village	299/2000	C
Corps de logis	7	rue du Village	301/2001	G
Grange	7	rue du Village	301/2001	G
Corps de logis	19	rue du Village	313/516	C
Grange	19	rue du Village	313/516	G
	25	rue du Village	326 /2042	G
	27	Rue du Village	331/1719	C
Corps de logis	29	Rue du Village	336/1422	C
Grange	29	Rue du Village	336/1422	G
Veräinshaus		Rue du Village	334/1398	C
Veräinshaus		Rue du Village	334/1337	C
Église		Rue du Village	268/2072, 268/2071	C
Corps de logis	12A	rue du Village	265/1614	C
	22	rue du Village	370/1932	C
	39	rue du Village	374/1767	C
Chapelle		Cimetière	203/1609	PP
Croix de chemin		rue du Village (23)	324/1566	PP
Ancien lavoir		rue du Village	285/1039	PP
Gonderange				
	3	Impasse Hiehl	99/3187	G
	5	Impasse Hiehl	100/3188	G
	7	Impasse Hiehl	100/3629	G
	2	Massewee	52/4101	C
	4	Massewee	51/3646	G



Eglise		Massewee	59/4408, 59/4407	C
	22	rue de l'Ecole	85/3724	G
Corps de logis	35	rue de l'Ecole	89/3624	C
Grange	35	rue de l'Ecole	89/3624	G
	39	rue de l'Ecole	93/2814	G
	6	rue de l'Eglise	12/3955	C
	14	rue de l'Eglise	67/4213	C
Corps de logis	3	rue des Près	40/2627	C
Grange	3	rue des Près	40/2627	G
Corps de logis	5	rue des Près	35/4374	C
Grange	5	rue des Près	35/4374	G
	4	rue de Wormeldange	76/3668	G
	10	rue de Wormeldange	72/4100	G
	12	rue de Wormeldange	72/3665	G
	14	rue de Wormeldange	72/3664	G
	16	rue de Wormeldange	70/3663	G
Corps de logis	17	rue de Wormeldange	64/2895	C
Granges	17 + 19	rue de Wormeldange	64/2895	G
	18	rue de Wormeldange	102/3662	C
	21	rue de Wormeldange	62/3658	C
	25	rue de Wormeldange	61/3657	C
	27	rue de Wormeldange	60/3656	C
	24	rue de Wormeldange	119/3659	G
	28	rue de Wormeldange	117/3655	G
	31	rue de Wormeldange	132/2851	C
Corps de logis	32	rue de Wormeldange	125/4005	C
Grange	32	rue de Wormeldange	125/4005	G
	33	rue de Wormeldange	128/4090	C
	35	rue de Wormeldange	127/4091	G
	37	rue de Wormeldange	127/4092	G
	46	rue de Wormeldange	180/3651	G
	48	rue de Wormeldange	180/1986	G
	50	rue de Wormeldange	180/2944	C
	7	Rue Hiehl	82/3621	C
Croix de chemin		Massewee	779/3389	PP
Monument		rue de Wormeldange	102/3661	PP
Croix de chemin		rue de Wormeldange	61/3657	PP
Croix de chemin		rue de Wormeldange	1111/1202	PP



Croix de chemin		rue du Village	785/4430	PP
Imbringen				
	24	Remesfeld	1142/2327	C
Corps de logis	26	Remesfeld	1136/2468	C
Grange	26	Remesfeld	1136/2468	G
Corps de logis	3	route de Luxembourg	1246/2521	C
Grange	3	route de Luxembourg	1246/2521	G
Corps de logis	5	route de Luxembourg	1244/2446	C
Corps de logis ancien	5	route de Luxembourg	1244/2446	G
Granges	5	route de Luxembourg	1244/2445, 1244/2449, 1244/2446	G
Corps de logis	7	route de Luxembourg	1242/2425	C
Grange	7	route de Luxembourg	1242/2416	G
	17	route de Luxembourg	1235/2504	G
Corps de logis	22	route de Luxembourg	1239/2452	C
Grange	22	route de Luxembourg	1239/2452	G
	40	route de Luxembourg	1076/2459	C
Junglinster				
	3	route de Luxembourg	1592/6452	C
	5	route de Luxembourg	1592/6453	C
	15	route de Luxembourg	1617/7454	C
	17 + 19	route de Luxembourg	1617/6443	C
	21	route de Luxembourg	1617/6442	C
	23	route de Luxembourg	1617/6441	C
	22	route de Luxembourg	2025/6719	C
	22A	route de Luxembourg	2025/6719	G
Corps de logis	26	route de Luxembourg	2026/6456	C
Corps de logis	28	route de Luxembourg	2026/6457	G
	30	route de Luxembourg	2027/6946	C
	2	route d'Echternach	2036/9172	C
	3	route d'Echternach	2086/7126	C
	6	route d'Echternach	2083/6474	C
Corps de logis	13	route d'Echternach	2062/7663	C
Grange	13	route d'Echternach	2062/7663	C
	1	rue de Bourglinster	2101/6833	C
	2	rue de Bourglinster	2266/131	C
	12	rue de Bourglinster	2631/7284	C
Corps de logis	22	rue de Bourglinster	2609/8908	C



Corps de logis	1A	rue de la Montagne	2146/8583	C
Grange	1A	rue de la Montagne	2146/8583	G
Corps de logis	4	rue de la Montagne	2059/7268	C
Grange	4	rue de la Montagne	2059/7268	C
	13	rue de la Montagne	2163/3422	C
	15	Rue de la Montagne	2159/7685	C
Corps de logis	17	rue de la Montagne	2160/7686	C
Grange	17	rue de la Montagne	2160/7686	G
Grange	18	rue de la Montagne	2188/9318	C
Corps de logis	19	rue de la Montagne	2193/7743	C
Grange	19	rue de la Montagne	2193/7883	C
Grange	19	rue de la Montagne	2189/9320	C
Corps de logis	21	rue de la Montagne	2157/8232	G
Grange	21	rue de la Montagne	2157/8232	G
	29	rue de la Montagne	1108/6882	G
Corps de logis	3	rue des Cerises	1790/8258	C
Grange	3	rue des Cerises	1790/8258	G
	15	rue des Cerises	1781/8067	C
	2	rue des Jardins	2014/9031	G
		rue du Village	2088/8025	C
	9	Rue du village	2101/6833	C
	16	rue du Village	2092/8028	C
	18	rue du Village	2097/8029	C
"Heem Baltes	17	rue du Village	2105/7440	C
Grange	17	rue du Village	2105/7440	C
	19	rue du Village	2104/7630	C
	21	rue du Village	2104/4209	G
	23	rue du Village	2129/7544	C
	25	rue du Village	2129/7545	C
Corps de logis	27	rue du Village	2265/5969	C
	26	rue du Village	2128/7784	C
Corps de logis	28	rue du Village	2124/6171	C
Grange	28	rue du Village	2124/6171	G
	31	rue du Village	2131/8347	G
	8	rue Lauterbour	1960/8001	C
Corps de logis	10	rue Lauterbour	1988/7423	C
	13	rue Lauterbour	2008/8129	C
	14	rue Lauterbour	1995/7615	G



	14	rue Rham	2015/7617	C
	16	rue Rham	1994/0	G
	13	rue Rham	1998/7656	G
	15	rue Rham	1998/7612	C
Corps de logis	24	rue Rham	1985/8487	G
Granges	24	rue Rham	1985/8487	G
	26	rue Rham	1979/8339	C
	33	rue Rham	2005/6547	C
	39	rue Rham	1889/8977	G
	43	rue Rham	1896/7058	G
	45	rue Rham	1897/7601	C
	47	rue Rham	1898/7600	G
Corps de logis	53	rue Rham	1898/8253	C
Granges	53	rue Rham	1898/8253	G
	55	rue Rham	1901/7591	G
	58	rue Rham	1973/7468	C
Corps de logis	60	rue Rham	1972/7682	G
	63	rue Rham	1914/9328	C
Café	68	rue Rham	1938/7596	C
Corps de logis	68	rue Rham	1938/7596	C
	69	rue Rham	1914/6029	G
Croix de chemin		rue de Bourglinster	2266/131	PP
Croix de chemin		rue de Bourglinster	2631/7284	PP
Croix de chemin		rue Rham	2022/7622	PP
Rodenbourg				
	1	rue d'Ernster	85/1332, 85/1430	G
Corps de logis	3	rue d'Ernster	89/1399	C
Grange	3	rue d'Ernster	89/1398	G
Corps de logis	5	rue d'Ernster	94/1340	C
Grange	5	rue d'Ernster	94/1340	G
Corps de logis	3	rue d'Eschweiler	10/1324	C
Grange	3	rue d'Eschweiler	10/1324	G
Corps de logis	4	rue d'Eschweiler	14/0	C
Grange	4	rue d'Eschweiler	14/0	G
Corps de logis	6	rue de Wormeldange	116/1353	G
Grange	6	rue de Wormeldange	116/1353	G
Corps de logis	8	rue de Wormeldange	112/1296	G
Grange	8	rue de Wormeldange	112/1296	G



	10	rue de Wormeldange	109/1286	C
Chapelle		rue de Wormeldange	102/1284	C
	18	rue de Wormeldange	82/1443	G
	18A	rue de Wormeldange	82/1443	G
Corps de logis	34	rue de Wormeldange	254/1362	C
Grange	34	rue de Wormeldange	254/1362	G
Corps de logis	46	rue de Wormeldange	255/1396	C
Grange	46	rue de Wormeldange	255/1396	C
Corps de logis	48	rue de Wormeldange	316/1366	C
Grange	48	rue de Wormeldange	250/1358	C
Corps de logis	53	rue de Wormeldange	256/1061	C
Grange	53	rue de Wormeldange	256/1061	C
Croix de chemin		C.R.122	766/558	PP
Croix de chemin		rue d'Ernster/ auf Preimert	163/1426	PP